

The background is a paper cutout illustration. In the foreground, a large white paper cutout of a man with a long white beard and a white hat is shown from the chest up, looking towards the right. In the background, there is a town with several buildings: a large white classical building with columns, a tall white modern building, a red brick building with a bell tower, and three smaller red brick houses with blue roofs and green doors. The scene is set on a green hillside under a blue sky.

MAINTIEN DE L'ORDRE: ÉTHIQUE ET EFFICACITÉ

REVUE ÉLECTRONIQUE DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS



DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS

VOLUME 15 / NUMÉRO 10

Avril 2011

Programmes d'information internationale :

Coordonnatrice	Dawn McCall
Directrice de la publication	Catherine Jarvis
Directeur-concepteur	Michael Jay Friedman
<hr/>	
Rédacteur en chef	Mary Chunko
Directrice de la rédaction	Anita Green
Chef de la production	Janine Perry
Graphismes	Sylvia Scott
<hr/>	
Photographies	Ann Monroe Jacobs
Page de couverture	Min Yao
Traduction	Service linguistique IIP/AF
Maquette de la version française	Africa Regional Services, Paris

Couverture: illustration de Sally Vitsky

Le Bureau des programmes d'information internationale du département d'État des États-Unis publie une revue électronique mensuelle sous le logo *eJournal USA*.

Ces revues examinent les principales questions intéressant les États-Unis et la communauté internationale ainsi que la société, les valeurs, la pensée et les institutions des États-Unis.

Publiée d'abord en anglais, la revue mensuelle est suivie d'une version en espagnol, en français, en portugais et en russe. Certains numéros sont également traduits en arabe, en chinois et en persan. Toutes les revues sont cataloguées par volume et par numéro.

Les opinions exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des États-Unis. Le département d'État des États-Unis n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués en hyperlien ; seuls les éditeurs de ces sites ont cette responsabilité. Les articles, les photographies et les illustrations publiés dans ces revues peuvent être librement reproduits ou traduits en dehors des États-Unis, sauf mention explicite de droit d'auteur, auquel cas ils ne peuvent être utilisés qu'avec l'autorisation du titulaire du droit d'auteur indiqué dans la revue.

Coordonnées de la rédaction :

Editor, *eJournal USA*
IIP/PUBJ
U.S. Department of State
2200 C Street, NW
Washington, DC 20522-0501
United States of America

Courriel : eJournalUSA@state.gov

Avant-propos

Chargée de faire appliquer la loi, la police joue un rôle crucial dans le maintien d'une démocratie. Dans les sociétés démocratiques, les citoyens accordent un pouvoir accru à la police afin de vivre en sécurité. Ils autorisent la police à détenir, fouiller et interpellier des citoyens et à recourir légalement à la force lorsque la situation l'exige. Les services de police doivent en contrepartie veiller à ce que les policiers respectent les normes les plus strictes en matière de déontologie. Cela nuit sinon à la confiance réciproque entre citoyens et policiers et compromet le contrat social implicite qui est à la base de la démocratie.

Ce numéro d'*eJournal USA* examine les différentes façons dont les citoyens et la police s'efforcent de préserver ce contrat social.

Dans les pages qui suivent, Joseph McNamara raconte comment ses premières années de jeune policier patrouillant dans les rues d'Harlem à New York l'ont aidé par la suite à établir des relations avec les minorités quand il a été nommé préfet de police de Kansas City (Missouri) et de San Jose (Californie). Il fait remarquer que « se familiariser avec les cultures des communautés desservies par la police ne suffit pas ; les services de police ont aussi leur propre culture qu'il faut apprendre à connaître – et parfois modifier ».

Les tentatives de réforme des services de police se sont souvent heurtées à des résistances. D'après Eugene O'Donnell, professeur d'université, le problème vient en partie du fait que la plupart des services de police sont dirigés selon un modèle militaire, alors que les policiers doivent adopter des normes déontologiques fondées sur les droits et la dignité humaine de tous les citoyens. « De nombreux services de police tentent d'imposer des normes déontologiques et un encadrement efficace par des directives, des interdictions et des sanctions », ajoute M. O'Donnell, qui estime que cette approche est inadaptée. Dans un essai sur le même thème, le sociologue James Wilson est du même avis et évoque l'un des grands inconvénients

de cette approche : puisque les policiers en patrouille sont souvent en relation avec le public sans être directement supervisés, « il faut avoir confiance en leur faculté à respecter eux-mêmes la déontologie ».

Par le passé, les réformes des services de police ont porté sur des incidents ponctuels, sans tenir compte des problèmes organisationnels sous-jacents. Le commissaire Campisi, chef du Bureau des affaires internes de la police de la ville de New York, explique comment celle-ci a mis en place des mécanismes administratifs visant à s'auto-policer. Et le criminologue Samuel Walker et la journaliste Andrea Lorenz racontent comment le passage à tabac en 1991 de Rodney King a conduit la police de Los Angeles à créer ce que de nombreux

experts jugent être « la forme la plus efficace qui existe de droit de regard des citoyens sur la police ».

Il n'y a pas qu'aux États-Unis que des efforts ont été déployés pour améliorer l'efficacité et la déontologie de la police. À Mixco, un quartier défavorisé de la ville de Guatemala, les policiers gagnent la confiance des habitants et réduisent

le taux de criminalité. Depuis l'introduction

en 2009 du programme Commissariat modèle, le nombre d'homicides a diminué de 11 % et le taux de criminalité d'environ 23 %. Le succès de ce programme s'explique en grande partie par le recrutement et la formation de policiers. La formation de membres des forces de l'ordre est également la priorité de l'école internationale de police de Gaborone (Botswana). Cet établissement dispense des cours sur la lutte contre le terrorisme, les enquêtes criminelles, la gestion des affaires judiciaires, la lutte contre la criminalité organisée, le maniement des pièces à conviction et d'autres aspects de l'application des lois à des policiers de 29 pays africains.

Aux États-Unis et ailleurs, le succès de la police de proximité témoigne de la réciprocité des relations qui existent entre les policiers et les citoyens dont ils assurent la sécurité. Les articles de ce numéro portent sur les différents aspects de ces relations. ■



Des policiers asiatiques et hispaniques effectuent une patrouille à vélo pendant le défilé de la nouvelle année chinoise à Los Angeles (Californie).

© PhotoEdit



DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS / VOLUME 15 / NUMÉRO 10

<http://iipdigital.usembassy.gov>

Maintien de l'ordre: éthique et efficacité

DÉFIS ET PROBLÈMES

3 **Maintenir l'ordre dans des collectivités diverses**

JOSEPH MCNAMARA

Les forces de l'ordre doivent apprendre à connaître les cultures des diverses collectivités qu'ils servent et en tenir compte dans l'exercice de leurs fonctions.

8 **La police et l'éthique**

JAMES WILSON

Il n'y a pas de solution facile pour garantir l'intégrité de la police.

10 **Pour des services de police éthiques et humains**

EUGENE O'DONNELL

Le respect des droits de l'homme est fondamental pour des forces de maintien de l'ordre éthiques et humaines.

14 **Combattre la corruption au sein de la police: entretien avec Charles Campisi**

Le département de la police de New York a mis au point des techniques innovatrices et proactives pour éliminer les comportements répréhensibles et la corruption parmi ses effectifs, affirme le directeur de son Bureau des affaires internes.

FORMATION ET COORDINATION INTERNATIONALE DES FORCES DE L'ORDRE

17 **Réduire la criminalité à Mixco (Guatemala)**

DINA FERNANDEZ GARCIA

La police du Guatemala a réduit la criminalité et a renforcé les collectivités en mettant en œuvre le programme Commissariat modèle.

20 **L'école internationale de police (ILEA) de Gaborone**

EPHRAIM THUSO KEORENG

Le programme de développement des cadres des forces de l'ordre comportent aussi bien des cours théoriques qu'une formation sur le terrain.

22 **L'école internationale de police de Thaïlande**

VARIN SACHDEV

Le chef de la police métropolitaine de Bangkok détaille la formation qu'il a suivie à l'école internationale de police.

24 **Le contrôle de la police par les citoyens**

SAMUEL WALKER ET ANDREA LORENZ

La mise en place de comités de citoyens pour veiller au comportement des forces de l'ordre conduit à une meilleure application de la loi.

26 **Documentation complémentaire** (en anglais)

Maintenir l'ordre dans des collectivités diverses

Joseph McNamara



© AP Images

Le département de la police de New York engage des interprètes gestuels pour communiquer avec les citoyens malentendants.

M. Joseph McNamara a servi pendant 35 ans dans la police; de simple agent de la police de New York il est devenu directeur des services de l'analyse criminelle de New York avant d'être chef de la police de Kansas City (Missouri) pendant trois ans et de San Jose (Californie) pendant 15 ans. Il a un doctorat en science de la police de la John F. Kennedy School of Government de l'université Harvard. Auteur de cinq ouvrages, il est chercheur à la Hoover Institution de l'université Stanford.

La formation de l'école de la police de New York mettait l'accent sur la nécessité de traiter tout le monde équitablement et d'éviter toute conduite discriminatoire. Il n'empêche que, policier de 21 ans frais émoulu de l'école en poste dans le quartier de Harlem, j'ai connu un choc culturel lorsque j'ai vu la pauvreté, la criminalité, la violence et la discrimination officieuse qui m'entouraient, toutes choses que ma formation n'avait pas mentionnées.

Un jour, pendant une ronde à pied, une Afro-Américaine d'une trentaine d'années, bien habillée et saignant d'une blessure à la tête, s'est précipitée vers moi.

« Monsieur l'agent, m'a-t-elle dit, je sais que vous êtes terriblement occupé mais je viens d'être agressée. » En fait, je n'étais pas occupé du tout, je venais juste d'arriver au coin de la rue.

L'agresseur s'était enfui et les témoins, tout en exprimant leur sympathie envers la victime, ont refusé de me donner les informations qui auraient débouché sur la capture du voleur armé.

Quelle image cette femme innocente qui venait d'être violemment attaquée avait-elle de la police qu'elle se sente obligée de s'excuser de rapporter un crime brutal? Quelle image de la police les témoins avaient-ils, qui les avait empêchés d'alerter un agent de police proche, qui aurait pu éviter le crime? Au cours de mes 35 ans de carrière, je n'ai jamais oublié cet incident.

La leçon que j'en ai tirée est que, pour prévenir la criminalité, les départements de la police doivent comprendre les cultures des collectivités qu'ils servent et collaborer avec elles. Pour une raison ou une autre, le département de la police de New York (NYPD), malgré son bon programme de formation et ses nombreux agents de police consciencieux, n'avait pas réussi à convaincre une population souvent agressée mais personnellement respectueuse de la légalité que la police voulait vraiment les défendre et qu'un partenariat entre la collectivité et la police était la meilleure manière de les protéger, eux, leurs familles et leurs propriétés. Dans les années 1960 et 1970, les règles de la police précisait que « les membres des forces de police n'engageront la conversation avec le public que lorsque nécessaire ». Il n'est donc pas étonnant que les habitants considéraient les policiers comme distants et indifférents à leurs problèmes.

LES CULTURES DES DIFFÉRENTES COLLECTIVITÉS : INSTAURER LA CONFIANCE

En 1973, j'ai été nommé chef de la police de Kansas City (Missouri), ville d'un demi-million d'habitants. J'y ai trouvé le même manque de partenariat entre le public et la police qu'à New York. Nous avons donc lancé un certain nombre de nouveaux programmes pour convaincre la collectivité que les hommes et les femmes du département étaient là pour les protéger, même au risque de leur vie. Le département a recruté des personnes bien connues dans les quartiers dangereux pour organiser des sessions de sensibilisation culturelle destinées à aider les



Sandra Escalante, de la police de Los Angeles, partage un moment de détente avec ses collègues.

Getty Images

agents de police à comprendre les nuances des différentes cultures qui influencent les réactions des citoyens face à la criminalité et à la police. Dans le même temps, le département a commencé à demander aux policiers de faction et aux sergents des postes de dialoguer avec les gens de leur quartier, avec les organisations de parents d'élèves durant les réunions de propriétaires, avec les locataires d'appartement et d'autres groupes.

La valeur de ces initiatives n'a pas tardé à se faire sentir. Des organisations telles que la National Association for the Advancement of Colored People (Association nationale pour l'avancement des personnes de couleur) et La Raza, représentant les collectivités afro-américaines et hispaniques, ont commencé à participer avec la police à des actions de prévention de la criminalité. Les contacts personnels entre les policiers et ceux qu'ils servaient ont permis d'obtenir des informations inestimables sur les problèmes de la criminalité et les besoins des habitants. Les agents de police ont bientôt compris que la grande majorité de la population les soutenait.

Les habitants voulaient plus d'interventions de bonne police, pas moins. Pour la première fois, les collectivités voyaient les policiers comme des individus prêts à les aider plutôt que comme des étrangers distants – des intrus occupant leur territoire – qui n'existaient que pour leur donner des contraventions ou les arrêter pour des infractions mineures.

Au bout d'un an, la criminalité a commencé à baisser. Avec l'amélioration des relations avec les groupes minoritaires, les gens se montraient plus enclins à dénoncer les crimes, à fournir des informations en tant

que témoins et, lorsqu'ils faisaient partie d'un jury, à croire les témoignages des policiers. En 1974, Newspaper Enterprise a nommé le département de la police de Kansas City (KCPD) le meilleur du pays. Outre qu'il contribuait à la baisse de la criminalité, KCPD a commencé à réussir à recruter plus de femmes, d'Afro-Américains et d'hispaniques dans ses rangs, ce qui a renforcé l'idée d'un partenariat entre la police et la collectivité.

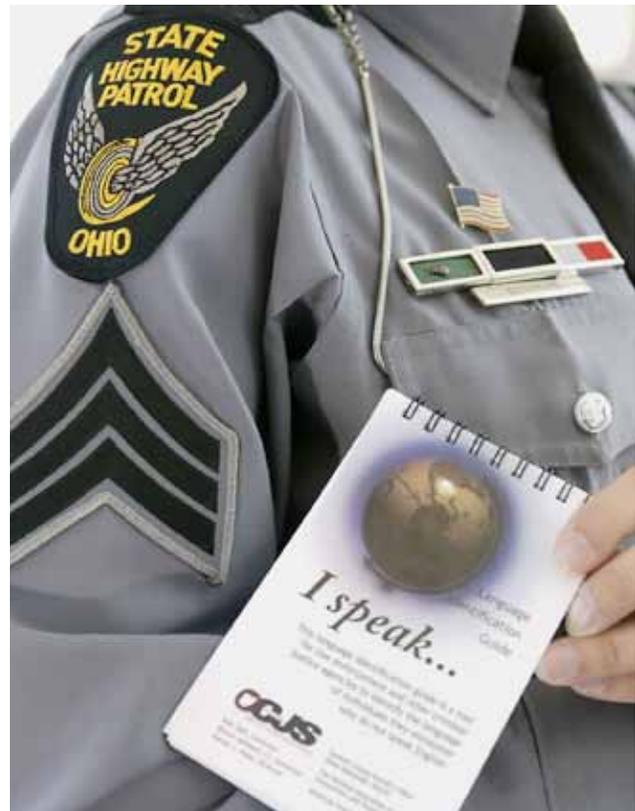
En 1976, je suis parti dans l'Ouest, prendre mon poste de chef de la police de San Jose (Californie) qui, à l'époque, avait une population de plus d'un million d'habitants dont la majorité appartenait à des minorités de cultures et de langues diverses.

Parallèlement à l'introduction des programmes de sensibilisation culturelle et d'animation qui avaient donné de bons résultats à Kansas City, nous nous sommes trouvés confrontés à San Jose à de nouveaux défis et nous avons dû trouver les moyens de les résoudre. Plus de 50 000 Vietnamiens s'étaient réinstallés dans la ville pratiquement du jour au lendemain après la chute de Saïgon en 1975. Dans leur grande majorité, c'étaient de bons citoyens respectueux des lois qui avaient été rapidement assimilés à la collectivité. Les nouveaux arrivants étaient heureux de pouvoir profiter des libertés que nous tenons comme allant de soi et la force de leur culture axée sur la famille leur avait permis d'ouvrir rapidement des commerces et de tirer parti des chances qu'offrait l'éducation publique pour s'avancer.

Mais comme les autres immigrés, les Vietnamiens avaient des problèmes.

Nombre de ces immigrés respectables avaient souffert aux mains de la police et du gouvernement du pays qu'ils avaient fui. Plusieurs jeunes hommes ont peu à peu sombré dans la délinquance et ont constitué des gangs qui ont rapidement exploité l'aversion des autres nouveaux venus vietnamiens envers la police et leur hésitation à demander une protection contre les truands. Les vols par effraction et les extorsions d'argent dans les commerces sont devenus des problèmes graves dans les quartiers vietnamiens.

Le département de la police de San Jose a lancé une vaste campagne de sensibilisation des immigrés vietnamiens afin de les convaincre de s'associer à la police pour lutter contre les criminels. Nos premières tentatives ont été semblables à celles qui avaient réussi à Kansas City: classes de formation et de sensibilisation culturelle, agents en dehors de leurs voitures de police et s'entretenant avec les propriétaires des commerces et les groupes de voisinage, distribution de brochures en anglais et en vietnamien sur la prévention de la criminalité,



Dans l'Ohio, les patrouilles de police disposent de fiches linguistiques donnant la traduction d'un certain nombre de phrases en 59 langues.

© AP Images

expliquant où et comment appeler la police et comment fonctionnait le système américain de justice pénale. Nos efforts d'information par le biais de programmes de radio et de télévision et de journaux en vietnamien ont également permis d'apprendre aux nouveaux arrivants comment améliorer leur sécurité en travaillant avec la police. Le département a eu la chance de recevoir une aide considérable de l'U.S. Defense Language Institute de Monterey, situé non loin de San Jose, qui a offert des services de traduction disponibles 24 heures sur 24 en vietnamien et dans d'autres langues.

En deux ans, ces efforts ont porté leurs fruits et San Jose est devenu une des grandes villes les plus sûres des États-Unis.

LA CULTURE POLICIÈRE: REMETTRE EN QUESTION LES MYTHES

Il ne suffit pas d'apprendre à connaître la culture des collectivités que la police sert. Les départements de la police ont eux aussi des cultures qu'il faut examiner, et quelquefois changer.

Un des mythes des plus répandus est que les agents

de police « purs et durs » préviennent les crimes en dépit de l'indifférence ou de l'hostilité du public. Cette opinion erronée doit faire place aux résultats de recherches qui montrent que la plupart des crimes sont résolus et les criminels punis lorsque les citoyens ordinaires appellent le numéro d'urgence 911 en temps utile, donnent leur témoignage et ne sont pas prévenus contre celui de la police lorsqu'ils font partie d'un jury.

En réaction à nos premiers efforts en 1977, le syndicat de la police a publié une réprimande officielle parce que « le chef de la police avait essayé de plaire au public ». Il a aussi fallu persuader les agents que les programmes de sensibilisation n'étaient pas simplement des efforts superficiels de relations publiques émanant de l'hôtel de police, qu'ils étaient au contraire des outils importants dans l'arsenal du policier qui lui permettaient de remplir sa mission première, de protéger la vie et les propriétés. Le meilleur département de police est, pour paraphraser Abraham Lincoln, un département « du peuple, par le peuple et pour le peuple ». ■



©AP Images

Une policière de proximité de Bensalem (Pennsylvanie) bavarde avec une fillette de huit ans.

La police et l'éthique

James Wilson



© AP Images

Les efforts de recrutement du département de la police de New York et ses recadrages démographiques ont fait de lui le plus international du pays au plan des origines du personnel.

James Wilson est actuellement universitaire distingué au département de science politique du Boston College. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont Thinking About Crime (Vintage Books, 1985), Varieties of Police Behavior (Harvard University Press, 1978) et Crime and Human Nature (Simon and Schuster, 1985).

Tous les pays que je connais font face à un même défi majeur : comment inculquer des normes éthiques à leurs agents de police. La tâche est plus difficile qu'elle ne l'est pour d'autres professions car les policiers travaillent dans des conditions atypiques. Dans leurs rapports avec le public, les policiers de faction et les détectives ne sont pas sous la supervision directe de leurs supérieurs hiérarchiques et il n'appartient qu'à eux d'avoir un comportement éthique. Après un crime terrible, le public peut demander que la police le résolve « par tous les moyens nécessaires », incitant ainsi les agents à faire un usage excessif de la force. Dans certaines villes, des fonctionnaires

corrompus peuvent contraindre les policiers à protéger des activités criminelles et à en tirer de l'argent.

Les agents de police doivent dépendre d'autres agents, non seulement pour faire leur travail en partageant leurs informations, mais aussi, souvent, pour éviter d'être blessés ou tués par un suspect. Pour préserver de bons rapports les uns avec les autres, il arrive que des agents adoptent un « code du silence » ou un « rideau bleu ». Ce sont là des termes américains désignant un accord implicite de ne pas signaler à leurs supérieurs les « bavures » éthiques qu'ils peuvent observer. Il est très difficile d'enquêter sur des conduites policières fautives si tous les agents ont adopté le code du silence.

L'un des problèmes est le fait que l'éthique est un concept difficile à définir. C'est mal d'accepter des dessous-de-table d'un narcotrafiquant ou d'un terroriste, mais est-ce mal d'accepter un repas gratuit de la part d'un restaurateur qui cherche à vous avoir comme client régulier ? Ce sont là des questions qui demandent réflexion.

Les grands départements de la police sont tous dotés

d'un bureau des affaires internes qui reçoit les plaintes concernant le comportement des policiers et les instruisent (voir l'interview de Charles Campisi, chef du bureau des affaires internes du département de la police de New York, dans ce numéro d'*eJournal USA*). Dans certaines villes, une commission d'enquête composée de civils plutôt que de policiers assume la fonction de faire respecter les normes déontologiques. L'idée ne fait pas l'unanimité parmi les agents de police.

Quel que soit le mécanisme en place, des bavures policières se produisent. Bien que le département de la police de Los Angeles (LAPD) ait une bonne réputation, le poste de police du quartier des Ramparts a connu une crise majeure lorsqu'une brigade de la lutte contre les gangs de rue a abattu un citoyen désarmé puis a placé une arme sur lui pour que l'agent qui l'avait tué puisse invoquer la légitime défense. C'est le département qui a découvert le problème, lequel a débouché sur un procès à l'instigation du ministère de la justice et un jugement d'expédient stipulant que le LAPD devait faire des progrès en matière d'intégrité.

Il n'y a pas de solution facile garantissant l'intégrité de la police. Les commissions d'enquête extérieures, les bureaux des affaires internes, les reportages critiques dans les journaux peuvent aider mais la solution passe par des méthodes de recrutement, de formation et de supervision des agents de police qui améliorent les chances de bon comportement.

Recrutement. Pour la plupart des personnes, les normes éthiques ne changent pas avec l'âge. Un jeune querelleur et bagarreur fera probablement un agent de police querelleur et bagarreur. Lors du recrutement des futurs agents de police, les départements doivent beaucoup investir pour juger leurs comportements : il vaut mieux refuser dix candidats pour être sûr d'en garder un bon.



Lors de la remise des diplômes à une école de police, un agent se profile en ombre chinoise sur l'emblème de l'école.



Des agents de la police de New York parlent de leur métier à des adolescents.

Formation. Dans les écoles de police, il faut mettre en exergue la raison pour laquelle l'éthique est importante. C'est l'intégrité du service qui fait que le public voit dans l'agent de police un protecteur plutôt qu'un oppresseur, et c'est elle qui donne à l'agent de police le sentiment qu'il fait un travail valable dont il peut être fier.

Supervision. Le principal superviseur est l'agent de formation avec lequel travaille la nouvelle recrue. Un bon agent de formation explique aux nouveaux : « La réalité de la rue exige que vous montriez que vous êtes dur et honnête. »

Direction du département. Le département doit récompenser les bons policiers et punir les mauvais, et ce de manière habituelle, pas seulement lorsqu'un scandale débouche sur une enquête publique. Garder les mauvais policiers en fonction fait passer un message négatif aux bons. ■

Pour des services de police éthiques et humains

Eugene O'Donnell



© AP Images

À un enterrement en 2008, des agents de police de Philadelphie rendent hommage à un des leurs tué en service.

Professeur d'études de police au John Jay College of Criminal Justice et ancien agent de police et procureur de la ville de New York, Eugene O'Donnell a été un des instructeurs du John Jay College à enseigner la partie Dignité humaine du programme de l'École internationale de police à Budapest (Hongrie) et Gaborone (Botswana).

Partout dans le monde, le problème le plus difficile auquel les services de police doivent faire face au quotidien est celui qui consiste à instituer une force de police éthique et humaine qui met l'intérêt commun au centre de ses activités en protégeant scrupuleusement la dignité de tous, même des individus les plus méprisés. Et pourtant, trop souvent, les services de police ignorent la dimension humaine au cœur de leur mission, trouvant plus facile, surtout récemment, de se focaliser sur les technologies et les mesures de ce qu'ils font plutôt que sur la manière dont ils le font.

De nombreux services de police tentent d'imposer

des normes déontologiques et un encadrement efficace par des directives, des interdictions et des sanctions. Une des grandes faiblesses de cette démarche est que la majorité des actions de police ne sont jamais examinées et, en pratique, ne peuvent pas l'être. S'il est important d'avoir des surveillants externes indépendants et plusieurs niveaux de contrôle, il n'y a de vraie transformation éthique centrée sur la personne que lorsque les professionnels de première ligne l'adoptent d'eux-mêmes.

La manière dont les agents de police traitent les autres est influencée par la manière dont ils sont traités. Toute vraie conversation sur le respect des droits de l'homme et la conduite éthique doit commencer au sein du poste de police par un examen honnête et un engagement de bien traiter les employés.

CULTURE POLICIÈRE

En tant que groupe, les policiers font partie d'une culture qui met l'accent sur l'action et non

l'introspection. Ils se méfient des examens de conscience qu'ils considèrent comme plutôt débilés et inutiles dans leur travail quotidien. Et pourtant dans notre tâche de formation nationale et internationale d'agents de police, nous avons été frappés par l'empressement avec lequel les policiers de nombreux pays et de cultures diverses participaient à des conversations émouvantes, voire larmoyantes, sur la dignité humaine, surtout s'ils sentaient en parallèle une volonté de comprendre leur propre désir de se faire traiter avec respect.

Il peut être très difficile de changer l'attitude de la police dans la mesure où les départements fonctionnent sur le modèle des forces armées, qui demandent que les agents obéissent aux autorités, renoncent à leur individualité et soient prêts à utiliser des moyens coercitifs contre autrui.

De nombreux départements de police ne s'attendent guère à ce que leurs agents soient des modèles de conduite éthique. Lorsqu'ils traitent des questions des droits de l'homme, ils se contentent souvent de discours théoriques ou de simples exposés de nobles principes, sans discussion et sans reconnaître les difficultés que rencontrent les agents qui essaient de traiter les gens avec tolérance et respect.

Une énorme partie du travail des agents de police consiste à aider les personnes dans le besoin et de nombreux départements de police ont abandonné le terme de « force » au profit de celui de « services ». À l'échelon mondial, les policiers sont motivés pour aider les autres dans le cadre de leur travail et ils sont prêts à des sacrifices personnels, quelquefois au risque de leur bien-être. C'est une qualité admirable qui peut servir de point de départ pour encourager les policiers à adopter un comportement éthique et pour formuler des normes et des pratiques déontologiques dans les départements de police, surtout lorsque la discussion sur l'éthique se centre sur la construction d'un pays meilleur et l'amélioration des conditions de vie des policiers, de leurs familles et de leurs descendants.

LA POLICE ET LES MARGINAUX

Il est vrai que les normes éthiques et le respect des droits de l'homme évoluent et sont fonction du lieu et de l'époque; dans de trop nombreux endroits, on trouve des groupes de parias à l'encontre desquels la



Les départements de la police sont constitués selon un modèle militaire.

© AP Images



Un agent de police d'Oklahoma City console une collègue à l'enterrement d'un des leurs.

© Getty Images

discrimination semble être défendable. L'abaissement de l'humanité de l'autre peut être un défi permanent pour l'agent qui travaille dans une communauté marginalisée. Paradoxalement, les chercheurs pensent que le manque de confiance en soi et le sentiment d'incapacité de la part des policiers peuvent être des facteurs aggravants qui contribuent à la violence gratuite, aux abus et à la corruption. Le point de départ le plus commun pour la violence et les abus de la police partout dans le monde semble impliquer des policiers manquant de confiance en eux et confrontés à des membres de groupes minoritaires, des handicapés, des personnes ivres ou d'autres marginaux jugés manquer de respect envers la police.



Un policier de l'Arkansas porte un bébé dans une ambulance après qu'il a été sauvé d'un incendie.

© AP Images

tant que le système n'aura pas été complètement modifié, je n'ai pas besoin de penser à mes propres responsabilités en la matière.» Là encore, il faut convaincre les agents qu'ils peuvent porter témoignage pour ce qui est juste.

UNE POLICE ÉTHIQUE N'EST PAS HORS DE PORTÉE

Les frustrations devant la lenteur des progrès ne doivent pas faire penser que des améliorations éthiques et humanistes sont hors de portée. De fait, ces dernières décennies, des départements de la police de toute taille partout dans le monde ont reçu le soutien du

public lorsqu'ils ont fait diminuer les cas de corruption et de conduite violant les droits de l'homme et ont renforcé les mesures de responsabilisation interne et externe. Mais partout dans le monde aussi, les chefs de la police savent qu'ils ne peuvent pas dire que leur travail est fini, quels que soient les progrès accomplis.

Les policiers sont influencés et limités par les normes et attentes déontologiques de leurs sociétés. Il faut être réaliste quant aux limites d'une police dont la démarche est axée sur la dignité humaine, surtout là où la brutalité policière est institutionnalisée, dans les cultures où les dons, les dessous-de-table et le favoritisme sont la norme ou dans celles où les pots-de-vin de la corruption augmentent les salaires totalement insuffisants des policiers. Dans de tels cas, le mieux que l'on puisse attendre est que les policiers consciencieux modèrent les pires excès.

Nous avons formé des agents de police qui se disaient désespérés de voir apparaître un jour des changements éthiques et qui pensaient que leur pays était inapte ou incapable de faire des progrès. Cette attitude leur donne une excuse commode pour éviter tout engagement éthique personnel. « Puisqu'aucune amélioration n'est possible

public lorsqu'ils ont fait diminuer les cas de corruption et de conduite violant les droits de l'homme et ont renforcé les mesures de responsabilisation interne et externe. Mais partout dans le monde aussi, les chefs de la police savent qu'ils ne peuvent pas dire que leur travail est fini, quels que soient les progrès accomplis.

Les policiers sont le soutien le plus visible d'une société honnête et ordonnée. Lorsqu'ils agissent de manière prévisible et avec retenue, et respectent l'état de droit, les citoyens ordinaires reprennent confiance dans leur gouvernement. Lorsque les plus déshérités des quartiers les plus pauvres sont traités de la même manière que les plus riches des quartiers chic, la société civile s'en trouve renforcée et la police ennoblie. Les progrès peuvent quelquefois sembler s'arrêter mais, même dans les endroits les plus dangereux, l'état de droit prévaut parfois, par exemple lorsqu'un policier est tué et que ses collègues traduisent l'agresseur en justice au lieu de lui infliger un châtement sommaire.

Certains diront que l'établissement d'une police axée sur la dignité humaine est une solution simpliste à un ensemble de problèmes complexes et uniques à la police. Mais dans la mesure où les policiers sont les représentants de l'institution publique la plus visible chargée d'assurer la justice dans leur travail quotidien, ils ont le pouvoir d'être les garants de la dignité personnelle et de l'impartialité – de vraies figures héroïques en soi. ■

ВИДЕОФИЛ

CITY-GATES
QUEENS, N.Y.
TEL 939-9700

НА 2^{ОМ} ЭТАЖЕ ВСЕ КНИГИ
ВСЕХ ЖАНРОВ ПОЧТИ ДАРОМ!

ГРАЖДАНСКАЯ
РАБОДАЖ

на 2 Этаж
НА Ц

ПЕРЕЗАП

ВИДЕ



© AP Images

Un agent des services de police de la ville de New York parle en russe avec un habitant des quartiers russes de la ville.

Combattre la corruption au sein de la police : entretien avec Charles Campisi



Le commissaire Charles Campisi.

Le commissaire Charles Campisi dirige le Bureau des affaires internes des services de police de la ville de New York.

eJournal USA: Quel est le rôle du Bureau des affaires internes des services de police de la ville de New York ?

M. CAMPISI: Notre mission consiste à combattre efficacement la corruption en analysant les accusations et les grandes tendances et en menant des enquêtes approfondies afin de veiller au respect des normes les plus strictes en matière d'intégrité.

eJournal USA: Combien de personnes travaillent sous vos ordres ? Et combien de personnes travaillent pour les services de police de la ville de New York (New York City Police Department – NYPD) ?

M. CAMPISI: Les services de police de la ville de New York emploient plus de 52 000 personnes. Environ 35 000 d'entre elles sont des policiers assermentés. Le Bureau des affaires internes comprend actuellement environ 655 personnes (...) et nous sommes responsables de tous

les effectifs de police de la ville de New York, qu'ils soient en uniforme (c'est-à-dire policiers) ou civils, pendant et en dehors de leurs heures de service.

Nous avons un poste de commandement qui fonctionne 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, week-ends et jours fériés compris ; nous sommes toujours ouverts. Nous recueillons les plaintes des citoyens sur absolument tout. Et parallèlement à ces capacités de réaction, nous avons mis au point une approche extrêmement proactive de la prévention de la corruption. Et je crois que c'est cette approche proactive dans la lutte et les enquêtes contre la corruption qui nous distingue.

eJournal USA: En quoi consiste votre action de prévention ?

M. CAMPISI: Elle est multiple. Pour éviter que les membres de nos services consomment de la drogue, nous effectuons trois types de test : au recrutement, de façon aléatoire, et quand un supérieur hiérarchique a de bonnes raisons de penser qu'un de ses subordonnés se drogue.

Si un membre de notre personnel refuse de passer l'un de ces tests, on considère qu'il a été testé positif. La sanction en cas de test positif est le licenciement. Nous n'offrons aucun service conseil, aucune désintoxication et aucune deuxième chance en cas de consommation de drogue illicite. Si vous êtes testé positif ou que vous refusez de passer un test, vous êtes tout simplement licencié.

Nous faisons également passer des tests d'intégrité,



Un bateau-patrouille des services de police de la ville de New York



L'inspecteur Ahmed Nasser, à droite, chargé d'assurer la liaison entre la police et la communauté musulmane, rencontre une connaissance lors d'une visite dans des établissements gérés par des Arabes.

© AP Images



Une policière de la ville de New York en service.

© PhotoEdit

que nous avons été les premiers à promouvoir et que nous avons créés. Un test d'intégrité est une situation artificielle créée par le Bureau des affaires internes qui ressemble à une situation qu'un policier peut rencontrer à tout moment au cours d'une patrouille. Nous avons deux types de test, des tests ciblés et des tests aléatoires. Nous faisons passer des tests d'intégrité ciblés quand nous pensons qu'un policier ou un groupe de policiers ont commis des fautes graves ou des actes de corruption. Nous mettons au point un scénario qui reproduit ce que nous pensons que les policiers font.

Nous laissons aux policiers l'entière liberté d'agir dans le respect de la loi et conformément à nos principes directeurs, mais nous leur laissons également l'entière liberté d'agir comme ils le souhaitent. Ils ont le choix.

Nous faisons passer des tests à toutes les unités de police de la ville, 7 jours sur 7. Nous testons constamment les policiers. Nous ne voulons pas divulguer le nombre exact de tests d'intégrité que nous faisons passer car nous voulons que cela reste confidentiel pour donner une impression d'omniprésence. Nous voulons que tous les membres des services de police se demandent si la situation dans laquelle ils se trouvent est une mission comme les autres ou un test d'intégrité potentiel. Nous ne dévoilons pas non plus les scénarios que nous utilisons dans nos tests d'intégrité car nous voulons aussi que cela reste confidentiel.

Nous menons également une action de prévention dans le cadre de nos activités d'obtention d'informations auprès de détenus. Nos 19 groupes d'investigation se rendent dans les centres de mise en détention et posent aux détenus des questions sur les armes, les drogues et les auteurs de crimes, mais aussi sur des policiers qui peuvent être corrompus ou avoir commis des fautes graves.

Le Bureau des affaires internes a également mis au point un programme d'application des lois dans le cadre de son approche préventive de la lutte contre la corruption. Les enquêteurs du Bureau mettent l'accent sur les infractions qui donnent souvent lieu à des actes de corruption. Nous concentrons nos efforts sur les zones où l'on pense trouver des stupéfiants, où les prostituées se rassemblent, où les trafiquants de drogue agissent ou bien où l'on soupçonne que des paris et jeux illégaux ont lieu.

Si nous recevons des accusations faisant état de comportements répréhensibles de policiers dans certains quartiers de la ville, nous dressons un profil statistique de ce quartier. Ce peut être un immeuble qui comprend

plusieurs appartements, auquel cas nous regardons si des habitants de cet immeuble font l'objet d'un mandat d'arrêt pour diverses infractions.

Les enquêteurs du Bureau des affaires internes se rendent alors sur place pour exécuter le mandat d'arrêt dans l'espoir d'obtenir des renseignements et d'utiliser ces personnes comme sources d'information dans le cadre d'un test d'intégrité.

Je tiens à dire entre autres que dans le cadre de ce type d'opération (...) il arrive que les meilleures sources d'information soient les personnes elles-mêmes impliquées dans le comportement illicite en question.

Nous agissons en étroite coopération avec les procureurs, à l'échelle de l'État ou à l'échelle fédérale, pour obtenir des accords de réduction de peine pour les personnes qui sont disposées à collaborer avec nous dans le cadre de nos opérations d'intégrité, pour nous aider à recueillir des preuves contre des policiers corrompus ou des policiers qui commettent des fautes graves. ■

Réduire la criminalité à Mixco (Guatemala)

Dina Fernandez Garcia



© AP Images

Un garçon jouant avec un ballon croise un soldat qui monte la garde dans le quartier dangereux d'El Milagro, à Mixco (Guatemala).

Dina Fernandez Garcia est anthropologue et journaliste à El Periodico, un journal guatémaltèque, et ancienne chroniqueuse à Prensa Libre. Elle est diplômée du programme d'études de journalisme de l'université Columbia à New York et a été titulaire de la bourse Nieman à l'université Harvard.

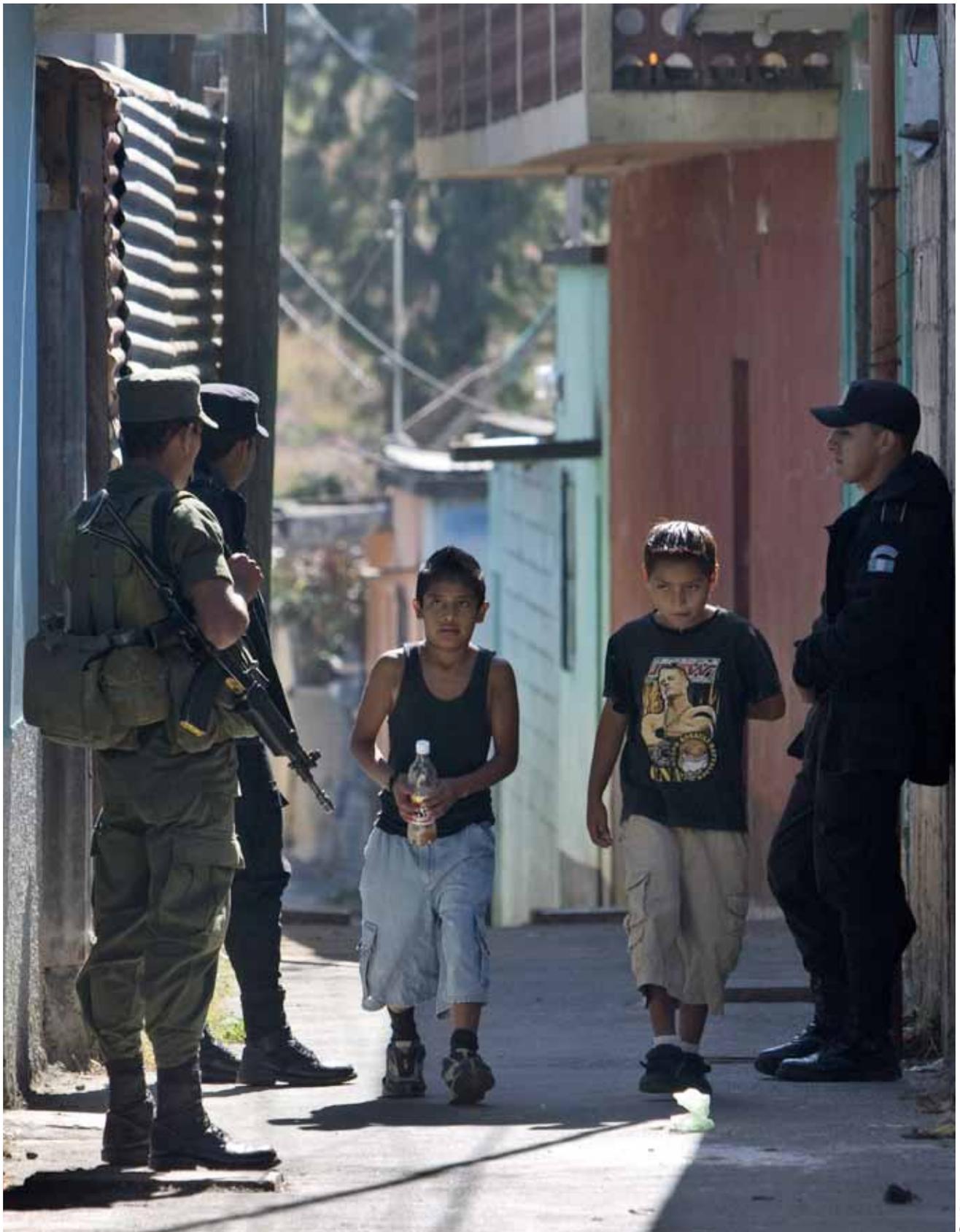
Swelte, les cheveux en brosse, Ana Luisa Roca prend la parole au milieu du terrain de basket-ball. « Je tiens à remercier l'ambassade américaine d'avoir aidé nos enfants », déclare cette mère de famille qui, avec 14 autres parents, assiste à une réunion organisée à l'école publique de Mixco, une banlieue défavorisée et dangereuse de la ville de Guatemala.

Ce genre de propos enchante Samuel Rivera, un policier d'origine portoricaine qui dirige le programme Commissariat modèle parrainé par les États-Unis. Dans le cadre de ce programme, M. Rivera et ses collègues de

la Section des stupéfiants de l'ambassade des États-Unis au Guatemala fournissent au commissariat de l'un des quartiers les plus dangereux de la ville du matériel de base et l'aident à recruter et former des policiers et à faire baisser le taux de criminalité.

Depuis la mise en œuvre du programme il y a un an, le nombre d'homicides a diminué de 11 % dans le quartier et le taux de criminalité d'environ 23 %. « Je suis très satisfait », déclare le maire de la ville, Amilcar Rivera, dont la participation au programme a suscité beaucoup d'intérêt dans l'ensemble du pays.

La participation du maire a été cruciale. Grâce à la volonté de son administration de mieux éclairer les rues, les criminels ont moins d'endroits où se cacher la nuit. Avec l'aide de commerçants locaux, la municipalité a également installé 27 caméras de sécurité qui ont un effet dissuasif sur les criminels et elle est sur le point d'en ajouter une trentaine.



© AP Images

Des enfants croisent des soldats et un policier effectuant une patrouille dans le quartier défavorisé d'El Milagro, à Mixco (Guatemala).



© AP Images

Le secrétaire d'État adjoint des États-Unis, William Brownfield, à Mixco, le 7 février 2011 : « Nous allons envisager la possibilité de créer davantage de Commissariats modèles au Guatemala. »

Les habitants du quartier voient déjà la différence. Au marché El Milagro, les gangs sont nettement moins actifs qu'il y a un an.

« La police fait enfin quelque chose », déclare le président du comité des commerçants du marché, Hilman Ortiz.

Le plus difficile est peut-être de gagner la confiance des habitants. « Nous voulons que ces rues soient sûres et vous pouvez nous y aider », lance Samuel Rivera lors de la réunion tenue à l'école publique, tout en distribuant des tee-shirts, des tabliers et des sacs où figure le numéro de téléphone du commissariat que les habitants peuvent appeler pour signaler tout problème, qu'il s'agisse de violence conjugale ou de trafic de drogue. « Et si un policier se comporte mal, prévenez-moi », insiste M. Rivera.

Les policiers qui ont organisé la réunion avec les parents sourient mais savent très bien que M. Rivera ne plaisante pas avec la corruption. Seuls les policiers qui passent avec succès un test de polygraphe axé sur le respect de l'éthique peuvent travailler pour le projet Commissariat modèle et ils sont de nouveau évalués par l'ambassade des États-Unis tous les six mois. M. Rivera a récemment demandé que soient remplacés 300 des 750 policiers

nouvellement engagés à Mixco.

Le projet Commissariat modèle investit la plus grande partie de ses fonds dans la formation : chaque policier doit suivre 1 500 heures de cours. M. Rivera a récemment constaté que les meilleurs instructeurs étaient des retraités qui, il y a trente ou quarante ans, avaient à résoudre des affaires policières sans aucun moyen technologique, exactement comme la police guatémaltèque doit le faire aujourd'hui. « Cela marche parfaitement car ils doivent

leur expliquer comment faire le travail d'un policier sans accessoire », relève M. Rivera.

Le maire Rivera, qui brigue un nouveau mandat, sait que la criminalité sera un thème prioritaire et peut-être le plus important aux élections.

« Je sais qu'il reste beaucoup de travail à faire. Le projet Commissariat modèle peut donc vraiment donner les résultats que la communauté mérite », déclare le maire. Il doit à cette fin renforcer la collaboration entre institutions et s'assurer l'appui de plus puissants alliés du gouvernement central. S'il y parvient, il est fort probable que d'autres maires et élus politiques suivent son exemple. ■

« Et si un policier se comporte mal, prévenez-moi », insiste M. Rivera.

L'école internationale de police (ILEA) de Gaborone

Ephraim Thuso Keoreng



Godfrey G Mpose

Le bâtiment de l'école internationale de police de Gaborone (Botswana).

Ephraim Thuso Keoreng est journaliste à Gaborone (Botswana).

Amal Ali Salman, diplômée de l'école internationale de police (ILEA) de Gaborone (Botswana), décrit en ces termes le programme qui y est dispensé : « C'était un bon programme de formation. Nous avons acquis des connaissances sur les enquêtes, le terrorisme, les armes légères et de petit calibre, les explosifs, le blanchiment de capitaux et d'autres thèmes. Mais la formation qui m'a le plus marquée a été celle sur le rôle de la direction. »

M^{me} Salman, procureur à Djibouti, faisait partie d'un groupe de 36 membres des forces de l'ordre et des milieux judiciaires de niveau hiérarchique intermédiaire, originaires du Botswana et d'autres pays africains, qui ont suivi les six semaines de cours du programme de

développement des cadres des forces de l'ordre à l'école internationale de police de Gaborone.

Dans un entretien accordé après la remise des diplômes, M^{me} Salman a expliqué que les étudiants de sa classe avaient discuté de la fraude, du terrorisme et du blanchiment de capitaux de façon théorique, avant d'effectuer des exercices pratiques qui leur permettaient d'évaluer comment réagir en situation réelle.

Djibouti, qui se trouve entre la Somalie et l'Éthiopie, fait face à différents problèmes de sécurité du fait des menaces terroristes et de la piraterie en Somalie, ainsi que de l'acheminement clandestin de migrants depuis l'Éthiopie. Certains criminels se servent de Djibouti comme d'un lieu de transit pour le trafic d'immigrés en direction du Moyen-Orient.

Sidiki Kourouma, guinéen, a quant à lui expliqué que la formation avait été l'occasion de discuter des problèmes qu'il rencontre et des succès qu'il obtient avec d'autres



Le policier guinéen Sidiki Kourouma reçoit son diplôme du directeur des programmes, James Smith.

Godfrey G Mpuse



Amal Ali Salman, procureur djiboutien et diplômée du programme de développement des forces de l'ordre de six semaines dispensé à Gaborone, reçoit son diplôme.

Godfrey G Mpuse

membres de haut niveau des forces de l'ordre de pays africains. Les séances consacrées à la fraude financière et aux droits de l'homme étaient également importantes à son avis. En tant que policier, a-t-il dit, il faut reconnaître que tous les êtres humains, y compris les criminels, ont des droits qui doivent être respectés. Il a ajouté que son pays a été durement touché par le trafic de drogue, comme les pays d'Amérique latine.

« Cette formation va renforcer notre capacité à combattre effectivement le trafic de drogue », a-t-il affirmé.

Le directeur des programmes de l'école internationale de police, James Smith, a estimé que la collaboration avec le groupe de participants avait été bonne et a ajouté que lors de la première des six semaines de cours, l'accent avait été mis sur la police de proximité et la dignité humaine.

« La dignité humaine est un thème important et la police devrait savoir que les gens et les policiers ont des

droits qui doivent être respectés. Des membres du service de sécurité diplomatique et des formateurs du Bureau fédéral d'enquêtes (FBI) ont dispensé des cours sur les enquêtes sur le lieu d'un crime et d'autres thèmes », a-t-il ajouté.

La formation a également compris une séance au cours de laquelle chaque équipe de pays a fait un exposé sur les problèmes auxquels elle fait face et les méthodes qu'elle emploie pour y remédier.

« Les participants ont ensuite, en fonction de leur expérience diverse, débattu de la façon dont l'équipe de pays pourrait résoudre ses problèmes », a-t-il dit.

L'école de police dispense quatre fois par an à des membres de haut niveau des forces de l'ordre africaines un programme de formation au développement des cadres de six semaines. L'école de police de Gaborone propose des cours sur la lutte contre le terrorisme, les enquêtes criminelles, la gestion des affaires judiciaires, la lutte contre la criminalité organisée, le maniement des pièces à conviction et d'autres aspects de l'application des lois.

Le directeur des programmes, M. Smith, a souligné que l'école avait actualisé ses cours de formation. À compter de 2011, la formation portera également sur la criminalité électronique, les crimes sexuels, les enquêtes après explosion et les enquêtes sur des violences sexuelles ou sexistes. ■

À propos des écoles internationales de police

Les écoles internationales de police forment des policiers au maintien de l'ordre ainsi qu'au respect et à la défense des droits civils et des droits de l'homme. Elles s'inscrivent dans le cadre d'un projet multinational mené par les États-Unis et 85 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et Amérique latine.

L'école internationale de police de Thaïlande

Varin Sachdev



Avec l'aimable autorisation de Pornchai Jatuponwongchai

Le préfet de la police royale thaïlandaise, Chakthip Chaijinda, chef de la police métropolitaine, à l'école internationale de police de Bangkok.

L'école internationale de police (ILEA) de Bangkok favorise le développement d'institutions de justice pénale en Asie, met l'accent sur l'état de droit et vise à renforcer les partenariats et la coopération entre les services de police asiatiques. Elle forme des policiers à lutter contre les stupéfiants, le terrorisme et d'autres formes de criminalité transnationale.

En décembre 2010, le journaliste thaïlandais Varin Sachdev a interviewé le chef de la police métropolitaine (police thaïlandaise royale), le préfet de police Chakthip Chaijinda, sur la formation qu'il a suivie à l'école internationale de police. Il s'est également entretenu avec le directeur des programmes de l'école, Alfred Czerski, et un instructeur, Kevin Blair, du Bureau de lutte contre les stupéfiants des États-Unis.

Quelles sont vos fonctions actuelles?

Je suis chef du Bureau de la police métropolitaine, que je dirige donc. Le terrorisme et les attentats constituent les plus grands défis à relever à ce poste. Je suis sûr que vous avez beaucoup entendu parler des attentats récents de Bangkok, qui ont tué des innocents et fait beaucoup de dégâts. Nous n'avons pas pu déterminer au préalable où et quand ces explosions auraient lieu. Les attentats sont les affaires les plus difficiles à résoudre mais nous avons fait des progrès. Nous avons par exemple installé des télévisions en circuit fermé. En qualité de chef du Bureau de la police métropolitaine de Bangkok, j'ai participé aux enquêtes menées sur tous les attentats.

Quel cours avez-vous suivi à l'école internationale de police?

J'ai suivi le cours intitulé «Après une explosion», qui réunissait une vingtaine d'étudiants, pour la plupart des policiers d'autres pays. L'école internationale de police propose un ensemble varié de cours mais je tenais à tout prix à suivre celui-là car le terrorisme se répercute sur notre vie quotidienne, surtout les attentats suicides ou les attentats avec bombes à retardement, comme on les appelle au Moyen-Orient.

J'ai suivi ce programme en 2003 et ai recommandé ce cours à mes collègues et subordonnés.

Quelle est la durée de ce cours?

Deux semaines. Il y a à la fois des cours magistraux et des activités très intensives menées sur le terrain. Cela m'a plu car c'était nouveau et stimulant. Je peux me servir de mes connaissances au Bureau de la police métropolitaine. Après avoir suivi ce cours, j'ai été envoyé à une base dans le sud du pays, où les attentats sont fréquents et où ils ont une plus grande expérience de l'application de ces

enseignements en situation réelle.

Les instructeurs de l'école internationale de police sont excellents.

Quelles étaient vos attentes avant et après le cours?

Je ne connaissais rien des attentats ni des situations post-explosion. Il existe beaucoup de techniques utilisées par les terroristes, qui changent constamment, pour essayer de défier les autorités avec de nouveaux stratagèmes et de toujours devancer la police. Les instructeurs vous enseignent toutes les techniques pour vous protéger.

Avez-vous des recommandations pour ceux qui envisagent de suivre des cours à l'école internationale de police?

Je leur recommande vivement de prendre le cours «Après une explosion» et d'envoyer un plus grand nombre d'étudiants si leur budget le permet, car les terroristes ne sont pas près de disparaître. La sécurité maximale est le seul moyen de garantir la sécurité. ■

Témoignages

Kevin Blair,
Chef de division à la section de formation
internationale du Bureau de lutte
contre les stupéfiants des États-Unis



Kevin Blair, instructeur à l'école internationale de police.

Avec l'aimable autorisation de Pomchai Jatuponwongchai

Les stupéfiants constituent un problème dans le monde entier. Cette région n'est donc pas différente des autres. Les participants au cours reconnaissent les problèmes que pose la drogue dans leur pays. Ils cherchent des possibilités de mieux faire leur travail. Et nous envisageons également les possibilités de les aider à mieux le faire.

Alfred Czerski,
Directeur des programmes
École internationale de police



Alfred Czerski, administrateur de l'école internationale de police.

Avec l'aimable autorisation de Pomchai Jatuponwongchai

C'est tout à fait unique de réunir des participants de tous ces pays, qui essaient de nouer des contacts tout en mettant en commun leurs connaissances. (...) C'est probablement le meilleur moyen de nouer ces relations.

Le contrôle de la police par les citoyens

Samuel Walker et Andrea Lorenz



© Corbis

Deux policiers accueillent des habitants d'Austin (Texas) lors d'un pique-nique organisé par la police dans un quartier de la ville.

Professeur émérite de droit pénal à l'université du Nebraska à Omaha, Samuel Walker est l'auteur de nombreux rapports, articles et livres sur la responsabilité de la police, sur le contrôle de la police par les citoyens ainsi que sur d'autres aspects de la politique pénale. Deux de ses livres portent sur la responsabilité de la police de nos jours (The New World of Police Accountability) et sur le rôle du contrôle par des citoyens (Police Accountability: The Role of Citizen Oversight).

Andrea Lorenz est journaliste à Austin (Texas).

Partout dans le monde, les gens connaissent le nom de Rodney King. Bien que son passage à tabac par des policiers de Los Angeles, qui a été filmé par un habitant du quartier, remonte à 1991, son nom évoque encore l'usage abusif de la force par des policiers.

Toutefois, peu de personnes savent que cet incident

a poussé le Bureau du shérif de Los Angeles (LASD), responsable de l'ordre public, à établir ce que de nombreux spécialistes considèrent comme la forme la plus efficace de contrôle de la police par les citoyens qui existe à l'heure actuelle. En fait, la manière dont le conseil des autorités de supervision de Los Angeles et le bureau du shérif ont réagi face à cette affaire montre que la police et les autorités administratives dont elle relève peuvent tirer des enseignements des actes condamnables de la police et prendre des mesures pour modifier les règles et les pratiques qui permettent que de tels actes se produisent.

LA RÉACTION POSITIVE À UN ACTE NÉGATIF

Après l'affaire Rodney King, le conseil des autorités de supervision du comté de Los Angeles et le LASD ont procédé à un examen détaillé des services de l'ordre public qui a porté sur un certain nombre de problèmes,



Un policier prend les empreintes digitales d'une fillette de dix ans dans le cadre d'une campagne de prévention et de protection contre la criminalité au Texas.

dont l'usage d'armes à feu et de la force physique par des policiers, les agents à problème, la formation, la culture interne des services de l'ordre et la nécessité d'une responsabilisation accrue face à la population. Le rapport issu de cet examen a recommandé la mise en place d'un mécanisme permanent de contrôle par des citoyens en vue de renforcer la responsabilité des services de police, sous la forme notamment d'un organe indépendant de surveillance. En 1993, le Conseil spécial auprès des services de police de Los Angeles a vu le jour et a été doté d'un personnel travaillant à plein temps. Son établissement a marqué la naissance du modèle de surveillance par des citoyens, qui représente l'une des deux formes de programmes de contrôle de la police qui existent aux États-Unis (l'autre modèle consiste en une commission d'enquête ad hoc constituée de bénévoles qui examine certaines plaintes).

Le Conseil spécial de Los Angeles se compose de spécialistes qui ont le pouvoir d'examiner et de surveiller tous les aspects du fonctionnement des services de police. Il a jusqu'ici publié 29 rapports semestriels qui portent sur les questions les plus importantes relatives à la responsabilité de la police: l'usage de la force, les procès intentés contre les services de police, les questions de personnel, la gestion des postes de police et une multitude d'autres questions. Le fait qu'il suit de près les procès civils intentés contre la police et qu'il en fait état a contribué à réduire le nombre de ces procès et le montant des indemnités versées aux plaignants.

Dans de nombreux cas, ses recommandations ont abouti à la modification de règles des services de police qui a rendu celle-ci plus éthique et plus humaine. Par

exemple, en 1993, il a examiné le fonctionnement de l'unité canine et a trouvé que ses chiens avaient subi un entraînement qui les incitait à mordre un suspect au lieu de simplement aboyer, ce qui était contraire aux pratiques reconnues comme étant les meilleures. À la suite des changements entrepris sur sa recommandation, le nombre de personnes mordues par des chiens policiers a diminué de 90 %.

Cinq ans plus tard, le Conseil spécial a décidé d'examiner le fonctionnement du poste de police de Century, situé dans un quartier à forte criminalité, à cause du nombre élevé de cas où des policiers avaient tiré sur des suspects. Il a trouvé que la mauvaise gestion de ce poste était à la base du problème et a recommandé un contrôle accru des policiers et une réduction du nombre des stagiaires qu'il comptait. Il s'en est suivi une forte diminution des incidents où des policiers tiraient sur des suspects.

Par ailleurs, le Conseil spécial a encouragé la transparence et la responsabilisation au sein de la direction des services de police. Cette direction a créé en 2001 l'Office indépendant d'audit qui appuie les efforts du Conseil spécial et renforce ainsi la transparence et la responsabilité envers la population.

SUPPRIMER LES CAUSES DU COMPORTEMENT ABUSIF

Ce modèle s'est révélé l'une des formes les plus efficaces de contrôle par des citoyens. À l'heure actuelle, on compte à Los Angeles et ailleurs plus d'une centaine de programmes de contrôle de la police par des citoyens.

Les réalisations du Conseil spécial de Los Angeles illustre les raisons pour lesquelles de nombreux spécialistes considèrent ce modèle supérieur à la méthode classique de commission d'enquête. Celles-ci examinent les plaintes déposées par des particuliers. Elles se concentrent sur les symptômes et ne tiennent pas compte des causes du comportement abusif de la police. En revanche, les conseils spéciaux se concentrent sur les causes qui proviennent souvent de l'absence de bonnes règles et procédures régissant la conduite des policiers. À cet égard, il joue un rôle important en matière de prévention et contribue à améliorer le fonctionnement de l'ensemble des services de police.

Grâce à l'exemple donné par le Conseil spécial de Los Angeles, d'autres villes américaines, telles que Seattle, Denver et Portland, ont mis en place des organismes semblables. ■

Documentation complémentaire

(en anglais)

LIVRES ET ARTICLES

Baker, Al and Jo Craven McGinty. "NYPD Confidential." *New York Times* (March 26, 2010). <http://www.nytimes.com/2010/03/28/nyregion/28iab.html>

Bayley, David H. *Changing the guard: developing democratic police abroad.* New York, NY: Oxford University Press, 2006.

Colaprete, Frank A. *Internal Investigations: A Practitioner's Approach.* Springfield, IL: Charles C. Thomas, 2007.

Gottschalk, Petter. *Police management: professional integrity in policing.* Hauppauge, N.Y.: Nova Science Publishers, 2010.

Ikerd, Trent and Samuel Walker. *Making Police Reforms Endure: The Keys for Success.* Washington, DC: Department of Justice, 2010. http://www.cops.usdoj.gov/files/RIC/Publications/e04106264_policereforms_fin.pdf

International Police Training Journal (Interpol) <http://www.interpol.int/Public/ICPO/corefunctions/Ejournal.asp>

Lynch, Gerald W. *Human Dignity and the Police: Ethics and Integrity in Police Work.* Springfield, IL: Charles C. Thomas, 1999.

Newburn, Tim, ed. *Policing: Key Readings.* Portland, OR: Willan Publishing, 2005.

Prenzler, Tim. *Police corruption: preventing misconduct and maintaining integrity.* Boca Raton, FL: CRC Press, 2009.

Punch, Maurice. *Police Corruption: Deviance, Accountability and Reform in Policing.* Portland, OR: Willan Publishing, 2009.

Wexler, Chuck. *"Good to Great" Policing: Application of Business Management Principles in the Public Sector.* Washington, DC: Police Executive Research Forum, 2007. http://www.cops.usdoj.gov/files/ric/Publications/good_to_great.pdf

SITES INTERNET

Altus Global Alliance: Bibliography on Democratic Policing

Civilian Oversight & Police Accountability
http://www.altus.org/index.php?option=com_content&view=article&id=45&Itemid=64&lang=en#

Evaluating Community Policing
http://www.altus.org/index.php?option=com_content&view=article&id=44&Itemid=64&lang=en#

COPS: Community-Oriented Policing Services, U.S. Dept. of Justice. Resource Information Center.
<http://www.cops.usdoj.gov/RIC/ResourceSearch.aspx>

This website has current reports on community policing topics.

International Law Enforcement Academies (ILEA)
<http://www.fletc.gov/training/programs/international-training-and-technical-assistance-itt/international-law-enforcement-academies>

ILEA Bangkok
<http://www.ileabangkok.com/>

ILEA Gaborone
<http://www.ileagaborone.co.bw/>

National Association for Civilian Oversight of Law Enforcement (NACOLE)
<http://www.nacole.org/resources>

This website lists national and international police oversight and accountability organizations.

National Criminal Justice Reference Service

<http://www.ncjrs.gov/>

NCJRS hosts one of the largest criminal and juvenile justice libraries and databases in the world, the NCJRS Abstracts Database. The collection, with holdings from the early 1970s to the present, contains more than 205,000 publications, reports, articles, and audiovisual products from the United States and around the world. These resources include statistics, research findings, program descriptions, congressional hearing transcripts, and training materials.

Police Executive Research Forum, Critical Issues

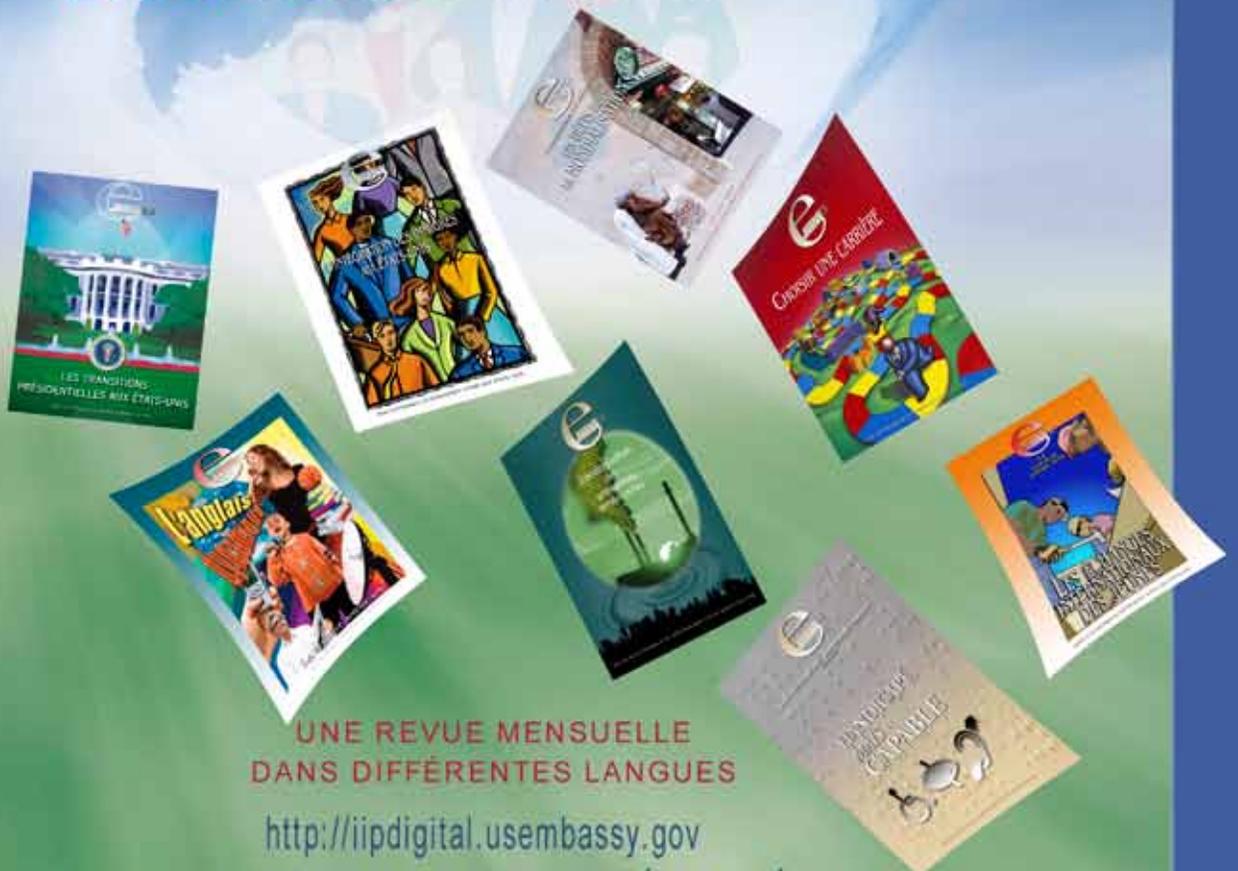
<http://www.policeforum.org/critical-issues-series/>

Current research on the most difficult and important issues facing police departments.

maintenant sur Facebook



ENGAGING THE WORLD



UNE REVUE MENSUELLE
DANS DIFFÉRENTES LANGUES

<http://iipdigital.usembassy.gov>

Revue électronique du département d'État des États-Unis